

Autopsie d'un rapport

Rapport Nora

Simon NORA, expert gouvernemental, vient de sortir (en Mai 78) un rapport sur l'informatisation de la société dont un passage concerne les PIT.

Il illustre particulièrement bien l'analyse que nous faisons au long des articles de la politique de la bourgeoisie.

Il suffit d'en citer des extraits :

A) Il est d'abord évident que les divers développements de l'informatique et leur application industrielle constituent un marché engrands développement et qui peut rapporter de gros profits :

Le développement d'un réseau de transmissions de données et la recherche d'un haut degré de normalisation sont l'épine dorsale d'une politique de communication ;

Par normalisation, il faut entendre bien sûr rentabilisation.

Le poids des clients de la télématique, l'importance de ses effets économiques, l'enjeu de souveraineté qu'elle représente en font un domaine suffisamment significatif pour qu'il soit légitime de soulever à travers elle certaines interrogations sur la gestion des télécommunications.

Ces nouveaux services sont principalement dirigés en direction des grosses entreprises capitalistes ils sont "à leur service", puisqu'on envisage d'avoir "la capacité d'étudier avec les usagers importants un branchement sur mesure".

B) Cette priorité étant définie, TRANSPAC, société d'économie mixte, devient le modèle à généraliser pour les télécoms.

Est-il souhaitable de rechercher des assouplissements pour TRANSPAC seul, ou faut-il imposer cette métamorphose à l'ensemble des Télécommunications ?

D'exemple, il devient prétexte à "normalisation" de tout le secteur.

La création de TRANSPAC peut constituer une étape dans la bonne direction. Mais il est peu réaliste d'imaginer un petit service d'esprit commercial adossé à une énorme administration encore bureaucratique.

C) Car l'esprit commercial, voilà bien le remède à tous nos maux !

La DGT doit avoir une attitude plus commerciale que technique.

S'impose donc une itération entre les cibles du marché et les contraintes techniques. Destinée à dialoguer de puissance à puissance avec IBM, la DGT doit développer une approche qui ne soit pas aux antipodes de cet interlocuteur.

D) Pour effectuer cette "normalisation", cet "esprit commercial", il faut réadapter les structures actuelles. C'est-à-dire remettre en cause tous les aspects du statut de la fonction publique.

La DGT devra donc élargir son recrutement à des cadres commerciaux de haut niveau. Pour les intégrer de façon durable dans son effectif, il lui faudra adapter ses grilles indiciaires. Au delà des conditions d'embauche, une action de longue haleine s'avèrera sans doute nécessaire pour faire accepter les nouvelles recrues par les ingénieurs naturellement portés à privilégier la technique.

Une telle pratique appelle des modifications institutionnelles. Elle exige une meilleure adaptation du personnel, la possibilité de répartir les tâches sans se heurter aux pesanteurs statutaires. Celles-ci tiennent moins à l'existence d'un statut qu'à son inadapation. Les agents sont en effet régis par les règles générales de la Fonction Publique, de sorte que se posent sans cesse des problèmes de parité : entre agents des télécommunications et postiers au sein du secrétariat d'état, entre fonctionnaires de ce ministère et ceux des autres administrations. Ces difficultés sont d'autant plus aiguës que